



uniterre

MAI 2020

N° 2 65<sup>e</sup> ANNEE

JAB 2518 N00S

[WWW.UNITERRE.CH](http://WWW.UNITERRE.CH)

FILIERE SUISSE DU BOIS  
une richesse naturelle à préserver

VULNERABILITE  
de l'approvisionnement

BRESIL  
un récit de voyage

# LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT

# ET APRÈS ?

## EDITORIAL

MICHELLE ZUFFEREY  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Nous écrivons cet éditorial en pleine phase de confinement avec l'espoir qu'au mois de mai, tout le monde aura pris conscience de notre dangereuse dépendance aux importations (aliments, combustibles, matières premières pour les entreprises et l'industrie pharmaceutique, etc.). Pour exemple, le 3 avril 2020, la Russie, premier exportateur mondial de blé, a décidé de limiter ses exportations de plusieurs variétés de céréales, dont le blé jusqu'au 30 juin. Cela prouve bien qu'en cas de pénurie, l'intérêt national prime sur tout autre.

Martina Brun écrit que la pandémie est un révélateur des faiblesses de notre système: notre dépendance aux importations subordonne la Suisse au bon vouloir et aux stratégies politiques de pays tiers, surtout en temps de crise! La Suisse doit donc tout mettre en œuvre pour augmenter son autonomie et son autosuffisance alimentaire. Pour cela il faut une politique agricole forte qui soutienne la production nationale et les circuits courts qui sont très résilients.

Notre forêt est une richesse à préserver et valoriser! Puits de carbone très efficace, elle recèle aussi un potentiel intéressant comme bois de chauffage (augmentation de l'autonomie énergétique) et de construction. La filière du bois suisse doit être renforcée pour que les métiers liés à la forêt et au bois puissent perdurer et se développer autour d'une filière locale saine.

Nous espérons que les décideurs politiques et les acteurs économiques reconnaîtront le bien-fondé des revendications pour un changement en profondeur de notre système. Des revendications qui pour certaines sont martelées depuis des décennies dans la sourde indifférence du monde économique et des gouvernements. Lors des "Assises pour une agriculture solidaire", les quelque 200 personnes présentes ces 2 jours ont témoigné de l'importance qu'elles accordent à une agriculture locale, source de liens, respectueuse de la nature et des animaux. Respectueuse des hommes et des femmes: paysan.ne.s et ouvrier.ère.s, en Suisse ou ailleurs dans le monde. Toutes et tous doivent bénéficier d'un salaire et de conditions sociales leur permettant de vivre dignement!

Ainsi, il est inadmissible que nous consommons des fruits et légumes qui cassent les prix de la production indigène et sont produits et récoltés par des ouvrier\*ères sous-payés, sans assurances et sans protections. Il est inadmissible que nous consommons de la viande importée, transportée sur des milliers de kilomètres et débitée dans le pays d'origine par des travailleurs\*ses à la chaîne! En important et consommant ces produits, nous sommes co-responsables de drames humains! Betty Wienforth relate la situation des paysan.ne.s sans terre au Brésil et leur combat pour (sur)vivre dans ce pays qui ne soutient que les grands et les riches.

Il est temps de développer un système basé sur la solidarité, l'équité, la durabilité et la responsabilité. Il est temps que tous les acteurs des filières, y compris la grande distribution, rendent des comptes sur les impacts de leurs stratégies commerciales sur les familles paysannes, les ouvrier\*ères dans les champs, dans les unités de transformation, d'emballage et de frêt. •



## L'IMAGES DU MOIS

Les trois photos ont été prises les 20 et 27 février, dans la forêt privée du domaine du Château des Bois, situé sur la commune de Satigny, dans le canton de Genève.

Les travaux ont été réalisés par Entreprise Forestière Julien Palaz

# FILIERE SUISSE DU BOIS: UNE RICHESSE NATURELLE À PRÉSERVER

VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Pour bien comprendre comment fonctionne le marché du bois en Suisse, je me suis rendue dans l'Arc jurassien où j'ai pu m'entretenir avec Jean-Claude, scieur indépendant. Il a souhaité garder l'anonymat. Il dirige depuis de nombreuses années une scierie bien implantée dans sa région, et il met un point d'honneur à n'utiliser que du bois local. Sa spécialité est d'être en mesure de proposer toutes sortes de façonnage, afin de pouvoir répondre aux demandes les plus diverses. Ce sont plus de 2'500 m<sup>3</sup> de bois par année qui passent au travers de ses machines pour être sciés, rabotés et façonnés. Ce sont des produits aux dimensions standards qui sont fabriqués, mais également des articles plus spécifiques.

**PRÉSERVER LE CAPITAL FORESTIER.** A la question des impacts des changements climatiques sur son travail, Jean-Claude estime ne pas être tellement touché pour le moment. En effet, les gardes-forestiers avec qui il collabore peuvent encore, dans sa région, prévoir chaque année suffisamment de coupes de bois frais, issu d'arbres en bonne santé et de belle qualité, pour qu'il puisse continuer de fournir à ses clients planches, éléments de charpente et autres lattes et parquet. Cependant, la part des coupes urgentes, liées à la sécheresse et aux attaques de parasites tels le bostryche, augmente de façon inquiétante ces dernières années. En vertu du principe que l'on ne prélève dans la forêt que le volume qui pousse annuellement (comme les intérêts à la banque), le jour viendra probablement où les coupes sanitaires dépasseront ce volume, en tout cas certaines années, et le bois frais viendra à manquer. De plus, il estime qu'il faut impérativement veiller à poursuivre une exploitation raisonnable de la forêt. Il a pu constater, au fil des ans, que le nombre d'arbres "âgés" encore sur pied a beaucoup diminué.

Jean-Claude fait également le constat que les petites scieries indépendantes disparaissent inexorablement au fil des ans. De la même façon que dans la paysannerie, la concurrence étrangère et la course aux prix les plus bas sont pour beaucoup dans cette évolution. On apprend au fil de la conversation que l'industrie du bois est subventionnée en Europe, tout particulièrement pour ce qui concerne la construction des scieries. Ce fait me sera confirmé plus tard par Jan Boni, ingénieur forestier du Canton de Neuchâtel. Il a ainsi été possible de maintenir en Europe des structures modernes. Cependant il semble que l'idée d'instaurer des subventions pour l'industrie du bois en Suisse ne fasse pas l'unanimité. Un peu comme dans le milieu agricole, la subvention présente l'inconvénient majeur d'entraîner d'inévitables contrôles, ce que tous ne souhaitent pas, et une certaine lourdeur administrative. Actuellement, l'argent public sert essentiellement à promouvoir l'entretien durable de nos forêts, qu'elles soient publiques ou privées, ce qui en fin de compte sert aussi la cause de l'industrie du bois, de façon insuffisante cependant.

**QUELLE AIDE POUR LES SCIERIES ?** Quant au problème des importations, il est bien complexe là aussi. Par chance, l'obligation de déclarer l'origine du bois a été maintenue, alors que le Conseil fédéral voulait la supprimer, en vertu de la simplification administrative. Cependant, il faut savoir qu'il n'existe aucune taxe ni droit de douane pour le bois, que ce soit en bois rond ou en bois transformé. Le lamellé-collé est un exemple particulièrement frappant, puisque 95% de ce produit utilisé en Suisse provient de l'étranger. A ce sujet, l'avis de nos deux professionnels diverge. Pour Jean-Claude, les taxes douanières permettraient de favoriser le bois suisse en dynamisant les scieries. Car de son expérience, les clients

s'intéressent surtout au prix. La provenance est un critère secondaire. En revanche, Jan Boni estime que l'industrie du bois suisse ne serait pas en mesure de fournir les produits qui sont actuellement importés. En tout cas pas dans l'immediat.

Il existe pourtant des initiatives pour mettre en avant cette précieuse ressource naturelle, qui est la seule dont nous disposons en Suisse. Un organisme comme Lignum a mis sur pied un label, le COBS (Certificat origine bois suisse), qui peut être un atout marketing lors de la construction, et que les collectivités publiques peuvent utiliser pour se vendre, et attirer artisans ou habitants. Mais on pourrait aller plus loin, et offrir une subvention aux scieries ou aux utilisateurs du bois suisse, voire carrément aux deux. Cette incitation financière serait relativement aisée à mettre en place, et présente l'avantage de ne pas être coercitive ni punitive.

**PRISE DE CONSCIENCE.** L'arrivée du Coronavirus dans nos contrées a encore fragilisé un marché du bois déjà bien tourmenté. Après quelques coups de vent remarquables entre janvier et février, contribuant à la saturation du marché, la pandémie a entraîné le ralentissement, voire l'arrêt total, de nombreuses scieries et entreprises forestières, en Suisse comme en France voisine. Il est conseillé aux propriétaires forestiers de ne plus rien couper. Comment les entreprises suisses vont-elles sortir de ce mauvais pas ? Il faut espérer que la crise engendrera une prise de conscience de l'ensemble de la société : nos piliers sont celles et ceux qui assurent nos besoins fondamentaux en temps de crise. Les personnes qui travaillent le bois, notre seule ressource naturelle, en font partie et méritent pleinement une valorisation décente de leur labeur. •

## ZOOM SUR NOS FORÊTS

RUDI BERLI  
MARAÎCHER, SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La forêt suisse constitue la deuxième ressource naturelle du pays après l'eau. Selon la statistique forestière, la surface boisée est en augmentation de plus de 1000 ha par année et représente 31% de la surface du pays. Bien que sa fonction première soit la production de bois, la forêt revêt un caractère multifonctionnel garanti par la loi : protection, aspects sociaux, écologiques et économiques. Depuis 1990 (protocole de Kyoto), la forêt est le plus souvent gérée comme puits de carbone net. (1.) La forêt suisse appartient à hauteur de 71% aux collectivités publiques avec un peu plus de 898'000 ha. 240'000 propriétaires privés possèdent une surface de moins de 50 hectares avec un total de 373'000 ha. La sylviculture suisse emploie environ 5'800 personnes et l'industrie du bois dans son ensemble, avec 12'000 entreprises principalement situées dans des régions rurales, occupe 90'000 personnes au total.

**DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 80,** l'économie forestière suisse est en crise. C'est à partir de 1985 que l'exploitation forestière est devenue déficitaire, malgré des subventions fédérales et cantonales qui s'élèvent aujourd'hui à environ 300 millions de francs. Dans un marché du bois libéralisé, c'est le transport relativement bon marché qui a fait chuter les prix du bois, alors que les coûts d'exploitation ne cessent d'aug-

menter. Le bois de première qualité est cependant toujours rentable.

Pour garantir les prestations forestières à long terme, la situation économique de la sylviculture doit être redressée notamment en stimulant la demande et en favorisant l'accès au marché pour le bois indigène. En tant que réservoir de CO<sub>2</sub> dans les bâtiments et les produits en bois, l'imposition d'une proportion minimale de bois suisse dans tout nouveau bâtiment serait bénéfique au climat. Malgré les accords de l'OMC, les critères de durabilité et de transport pourraient être invoqués dans les soumissions publiques d'achat.

**ALORS QU'EN PLAINE LES QUANTITÉS DE BOIS RÉCOLTÉES** sont équilibrées entre l'accroissement et le décroissement, la situation est différente dans les zones de collines et de montagne. Sur l'ensemble de la Suisse, le potentiel du bois n'est utilisé qu'à hauteur de 50% environ. Quelque 5.2 millions de m<sup>3</sup> de bois ont été récoltés en 2018, soit 11% de plus que l'année précédente. En cause, la prolifération des bostryches, la sécheresse estivale et les dégâts causés par les tempêtes hivernales. Un meilleur accès aux forêts pourrait permettre d'exploiter de manière durable – sans en récolter plus qu'il n'en pousse – 2 à 3 millions de m<sup>3</sup> de bois supplémentaires. La consommation indigène des ressources à base de bois se situe en 2018 à 11,2 millions de m<sup>3</sup>. 24% pour des matériaux en bois, 19% pour du papier et du carton et 54% pour le bois-énergie. En 2018, la consommation d'énergie totale en Suisse était couverte à 4,6% par le bois et plus de 10% des ménages suisses étaient chauffés au bois. Cette énergie est quasi neutre en CO<sub>2</sub> et joue un rôle de premier plan dans la stratégie énergétique nationale.

«POUR L'AGRICULTURE, LE BOIS RESTE UNE  
ACTIVITÉ INTÉRESSANTE, MÊME SI SON  
RENDEMENT FINANCIER EST PRÉCAIRE.»

Elle procure une indépendance énergétique et un revenu d'appoint à condition de maîtriser le débouché et de pouvoir adapter les quantités à la demande. C'est ainsi que s'ouvrent de nouvelles possibilités pour les paysan.ne.s, par exemple en créant leur propre réseau de chauffage à bois à distance. Il existe pour l'agriculture également un potentiel dans le développement de l'agroforesterie dans un système de polyculture non-forestière.

Il est donc important de défendre, également dans une perspective de souveraineté alimentaire et agroécologique, l'utilisation du bois des forêts suisses gérées durablement. •

1. On désigne par puits de carbone l'absorption nette de dioxyde de carbone par des écosystèmes et par source de carbone sa libération nette dans l'atmosphère. Les activités humaines, telles que les reboisements, les déboisements, l'exploitation forestière et l'agriculture, ont une influence sur les stocks de carbone des écosystèmes. En Suisse, les sources de carbone provenant des déboisements pourraient être plus importantes que les puits de carbone résultant des reboisements. La gestion des forêts représente le potentiel de puits de carbone le plus important.

Source:

OFEV: puits\_et\_sourcesdeco2danslexploitationforestiere.pdf

# VULNÉRABILITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT

MARTINA BRUN  
MEMBRE D'UNITERRE

Même dans un monde globalisé, chaque État agit dans son propre intérêt en cas de crise. La vulnérabilité du système alimentaire international, motivée par des gains d'efficacité et de création de valeur, devient de plus en plus évidente. La sécurité de notre approvisionnement est-elle encore donnée? Le Conseil fédéral a toujours souligné que la fermeture des frontières n'affecterait pas le transport des marchandises. Mais que faire si les flux mondiaux de marchandises venaient à prendre du retard ou à s'arrêter?

**RESTRICTIONS ET INTERDICTIONS D'EXPORTATION.** Début mars, l'Allemagne a interdit l'exportation de matériel de protection médical pour assurer ses "besoins vitaux", stoppant ainsi, entre autres, une livraison de masques de protection destinée à la Suisse. En France, Emmanuel Macron a fait confisquer tous les masques de protection. Les hôpitaux de Suisse romande en ont ressenti les effets. Markus Häfliger, correspondant du Parlement fédéral pour Tamedia, a écrit que cet arrêt des exportations allemandes menace de devenir un véritable embargo commercial contre la Suisse (Tagesanzeiger du 11.3.20). Malgré les accords de libre-échange (ALE), l'UE a soutenu cette attitude restrictive à l'égard de la Suisse. Ce n'est que lorsqu'elle a réalisé que la Suisse disposait d'une technologie médicale dont l'UE avait besoin, mais dont l'approvisionnement pouvait aussi être interrompu, qu'elle a fait marche arrière. Ces dernières semaines, 55 pays ont fermé leurs frontières pour des produits médicaux. Herrmann Dür, membre du conseil d'administration de l'association suisse de l'industrie et de l'agriculture (SVIL), commente la situation comme suit: "L'expérience actuelle suggère que les droits et la bonne volonté n'ont qu'un effet limité dans les situations d'urgence. Il serait difficile d'expliquer pourquoi il devrait en être autrement pour l'alimentation."

**SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT EN SUISSE.** La sécurité d'approvisionnement est mesurée par le degré d'autosuffisance, qui, selon le Rapport agricole 2019, était de 50% en 2017. L'agriculture suisse est très dépendante des importations d'engrais, de semences et de combustibles fossiles. La Constitution fédérale stipule que la Confédération doit assurer "l'approvisionnement du pays en bien et en services de première nécessité afin de pouvoir faire face à une menace de guerre, à une autre manifestation de force ou à une grave pénurie à laquelle l'économie n'est pas en mesure de remédier par ses propres moyens". Voilà pourquoi la Confédération assure des stocks obligatoires de sucre, de riz, de blé et d'autres produits de base pour trois ou quatre mois. "Tant que les importations continuent, il n'y aura pas de pénurie. Mais si cela devait changer, il y aura rapidement des difficultés pour les produits à faible degré d'autosuffisance tels que les graisses, les huiles, les œufs ou le sucre", a déclaré Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans (Schweizer Bauer du 21.2.20).

**DÉJÀ EN 2007,** les exportations de 40 pays ont été bloquées en raison des mauvaises récoltes. Toutefois, le Conseil fédéral a fait valoir qu'il était possible d'assurer l'importation de denrées alimentaires étrangères en interdisant toutes les restrictions et les taxes à l'exportation. Hermann Dür, entrepreneur dans l'industrie alimentaire et la logistique, a critiqué cette position du Conseil fédéral. Il souligne que:

1. Le pouvoir et la souveraineté peuvent être liés aux accords de libre-échange agricole - Pourquoi? Les denrées alimentaires de base sont indispensables et donc des biens sensibles pour toute la population. Celui qui a le pouvoir de disposer de la nourriture a le pouvoir sur les autres.
2. Si tant est que le libre-échange remplace la production agricole nationale par des importations, alors les aliments de base pourront d'autant plus mettre en gage la souveraineté de l'importateur

3. Il en ressort que plus la dépendance à l'égard des importations d'aliments de base est élevée (c'est-à-dire plus le degré d'autosuffisance est faible), plus le jeu de pouvoir international sur les denrées alimentaires sera efficace.
4. L'expérience montre que les instruments possibles d'application peuvent se traduire par:
  - a. la suppression effective des livraisons ou - plus probablement aujourd'hui -
  - b. le chantage (par le biais de listes noires, d'allusions vagues, de clauses guillottes, etc.)

**LA SUISSE EST-ELLE VULNÉRABLE AU CHANTAGE?** Hans Bieri, directeur de la SVIL, fait remarquer que le "transit" des biens essentiels (p. ex. masques de protection, désinfectants) a été abordé une nouvelle fois lors de la conférence de presse du Conseil fédéral du 20 mars 2020. Et il en dit qu'"Il est contraignant que Mme Sommaruga n'ait pas reçu de réponse claire de la part de Mme von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Cela montre que l'UE est indécise quant à la possibilité d'accorder, sur la base des accords bilatéraux, les mêmes droits à la Suisse qu'aux autres pays membres." Cette attitude de l'UE met la Suisse dans une position de vulnérabilité face au chantage. Selon M. Bieri, cette hésitation doit être considérée comme un signal d'alarme pour toutes les négociations futures d'accords-cadres entre la Suisse et l'UE.

**CONSÉQUENCES DE CETTE "SITUATION EXCEPTIONNELLE" POUR LES PAYSANNES ET PAYSANS SUISSES.** Depuis que le Conseil fédéral a décidé de fermer tous les marchés, une importante source de revenus a été perdue pour de nombreux paysans. Leur réouverture est plébiscitée et des solutions se dessinent. D'autant que de nombreux produits stockés ne pourront plus être vendus. C'est pourquoi l'association des marchés de Berne a écrit une lettre ouverte à la conseillère fédérale Sommaruga, dénonçant qu'il n'était pas justifié que les grandes surfaces restent ouvertes, alors que les marchés doivent fermer. S'il est possible d'y appliquer les directives fédérales, il devrait aussi être possible de faire ses commissions au marché sans risque accru de propagation du Covid-19. La fermeture des frontières est aussi un vrai casse-tête et si cette situation perdure, on peut s'attendre, au vu des désistements actuels, à ce que des milliers d'ouvriers\*ères manquent pour les récoltes.

**QUELLES SONT LES SOLUTIONS POSSIBLES?** La Suisse n'a pas connu de famine depuis 1918. Notre conscience du risque est éteinte. Dans le cadre de la préparation de la PA 22+, il serait judicieux, comme le souligne Hermann Dür, d'assurer les adaptations suivantes: "Nous avons besoin d'une politique agricole qui 1. ne réduit pas davantage notre degré d'autosuffisance, 2. crée pour nos paysans une véritable incitation financière à produire en Suisse (ce qui ne va pas dans le sens des projets de réductions des paiements directs), 3. qui part du principe que les autres pays ne disposent pas toujours de nourriture pour nous et 4. que cette nourriture ne peut pas toujours être livrée de l'étranger sans perturbation. L'amère vérité est que nous avons besoin d'une politique agricole suisse forte d'autant plus que nous sommes dans un monde où, malheureusement, tout ne fonctionne pas toujours!" La Suisse a besoin de frontières ouvertes. Toutefois, il faut remettre en cause la stratégie du libre-échange agricole. Si nous nous approchions davantage du concept de souveraineté alimentaire, nous aurions une agriculture régionale adaptée au lieu, produisant une nourriture saine pour la population et un système plus résilient même en cas de crise, ce qui nous rendrait moins vulnérables au marchandage de tiers. •

Martina Brun, économiste de l'environnement, travaille actuellement sur une ferme à Lucerne.





# REVENU AGRICOLE

## LE MIROIR AUX ALOUETTES DU CONSEIL FÉDÉRAL

RUDI BERLI  
MARÂICHER, SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Dans son introduction à la réforme de la politique agricole, le Conseil Fédéral affirme que les objectifs ont été atteints dans différents domaines: "En effet, les revenus ont augmenté dans l'agriculture, ..." mais quelques pages plus loin, il précise son propos: "L'amélioration de la compétitivité du secteur agroalimentaire suisse est un objectif prioritaire de la politique agricole!"

Le revenu de l'activité agricole réalisé en 2018 atteint 70'600 francs par exploitation, marquant une augmentation de 4,1% par rapport à l'année précédente. C'est une bonne nouvelle, mais elle est toute relative! Les exploitations agricoles suisses comptent en moyenne 1,36 unité de travail plein temps. Par unité de travail, le revenu agricole est donc de 58'300 francs. Rappelons que le salaire médian brut suisse se situe à 78'000 francs. Au niveau mensuel, cela représente pour le salaire médian 6'502 francs bruts en 2016 et pour le revenu paysan mensualisé, 4'340 francs en 2018. Sachant que le temps de travail moyen en Suisse est de 41,5h par semaine alors que dans l'agriculture, il est en moyenne de 60h, cela représente une rémunération horaire de 39 francs, respectivement 18 francs pour les paysan.ne.s! Cette différence est encore beaucoup plus marquée dans les régions de collines et de montagne. (cf. tableau)

### ÉTAT COMPARATIF DES SALAIRES 2016/ 2018 PAR RÉGION

	Revenu du travail par UTAF Francs par an	Salaire de référence Francs par an
Région de plaine	57 343	74 664
Région des collines	40 580	69 773
Région de montagne	34 321	66 599

UTAF: unités de travail annuel de la famille, revenu médian  
Source: Agroscope, Dépouillement centralisé des données comptables; échantillon "Situation du revenu"

L'article 5 de la Loi sur l'agriculture prescrit pourtant à l'alinéa 1 que "les mesures prévues dans la présente loi ont pour objectif de permettre aux exploitations remplissant les critères de durabilité et de performance économique de réaliser, en moyenne pluriannuelle, un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques de la même région" et dans l'alinéa 2 que "si les revenus sont très inférieurs au niveau de référence, le Conseil fédéral prend des mesures temporaires visant à les améliorer." Qu'en est-il alors?

Dans son message sur la nouvelle politique agricole 22+, le Conseil Fédéral ne mentionne, sur l'ensemble des 250 pages, aucune mesure pour remédier à cette situation!

Le revenu du travail à l'extérieur est souvent la seule planche de salut pour pouvoir continuer à survivre financièrement. Il se monte en moyenne à 31'800 francs. Les fermes spécialisées dans la transformation, de même que celles qui sont actives dans les cultures végétales (cultures spéciales ou grandes cultures), comptent parmi celles qui réalisent le revenu moyen le plus élevé. Par contre, l'élevage de vaches laitières, celui de vaches mères et celui de divers bovins (c'est-à-dire de bovins et d'une petite proportion de vaches laitières) ainsi que l'élevage de chevaux, de moutons et de chèvres génèrent un revenu de 15 à 30% inférieur à la moyenne agricole suisse.

**LES PAIEMENTS DIRECTS.** Au niveau comptable, les paiements directs représentent en moyenne environ 25% des produits d'une ferme. Ce qui nous amène au paradoxe qu'à part l'évolution structurelle, c'est-à-dire le démantèlement progressif de l'agriculture paysanne, aucune mesure n'est prévue pour améliorer les revenus paysans sur le marché dans la nouvelle politique agricole! En effet, c'est à cause de la destruction des fermes, que le revenu sectoriel du travail par unité de

travail annuel augmente. Certains agriculteurs vont, en plus de leur exploitation, travailler jusqu'à 100% à l'extérieur pour tenter de renflouer les comptes courants qui plongent, qu'ils ont consolidés par des emprunts à moyen terme et qui retombent assez vite dans le rouge.

**L'ENDETTEMENT.** Rappelons dans ce contexte que l'endettement moyen des fermes suisse est de près de 500'000 francs en 2017 soit un pourcentage d'environ 50% par rapport aux actifs. Par hectare de surface agricole, cet endettement est de 20'000 francs. En effet, les agriculteurs souffrent également financièrement des calendriers de paiement de leurs récoltes et de leur travail. Alors que les paiements directs sont versés en juin et novembre, les comptes courants sont fortement sollicités entre janvier et mai, et entre juillet et octobre. Le paiement des céréales et des betteraves sucrières a lieu en juillet de l'année suivant la récolte. Même les paies laitières arrivent après livraison (environ 15 jours après la fin d'un mois). Pour certaines productions, le paiement arrive jusqu'à une année après. Le problème, ce n'est donc pas seulement les prix trop bas, mais également l'échelonnement des paiements directs, bisannuels au lieu d'être mensuels et l'absence d'acomptes de production.

Quel autre secteur économique pourrait absorber une telle incertitude et une telle hypothèque financière permanente?

**PAYER LE PRIX ÉQUITABLE, BIEN MANGER, UN LUXE?** Si nous y regardons de plus près, nous voyons comment le modèle agricole actuel est déterminé par les intérêts financiers et commerciaux des grandes entreprises (du secteur agro-industriel et de la grande distribution), qui cherchent à profiter de quelque chose d'aussi essentiel que l'alimentation. Ce système de marché dérégulé, dans sa course pour transformer les besoins en marchandises, les droits en privilèges, transforme aussi la cuisine, et en particulier les produits alimentaires de qualité, en un luxe. La malbouffe et les maladies qui y sont liées touchent aujourd'hui principalement les plus pauvres et la différence entre l'alimentation pour les riches et celle pour les pauvres est renforcée. Une production agricole et un système alimentaire durables permettent au contraire par des contrats de production et de prise en charge négociés préalablement entre producteur.trice.s et acheteurs, d'approvisionner toute la société avec des aliments de qualité et de développer un modèle agricole qui respecte les ressources environnementales et les paysan.e.s. Ces négociations peuvent se faire à tous les échelons, entre voisins, autour d'une crèche, une école, un village ou un quartier. Les contrats peuvent aussi être négociés pour l'ensemble d'une filière par une organisation des producteurs de la branche avec les distributeurs et les transformateurs. A la Confédération, il appartiendra cependant de fixer un cadre qui permette un exercice de négociation démocratique, transparent et équitable. Ce sont la qualité, la quantité, le prix, les modalités de paiement et de livraison et les paiements d'acomptes de production qui doivent être déterminés à l'avance. Ce système permet une transparence sur les marges du commerce et rend accessible une alimentation de qualité produite dans des conditions durables, équitables pour les producteur.trice.s et pour les consommateur.trice.s. Telle devrait être la vision sociale qui doit guider la politique agricole. •

# LES ROUTES DU BOIS

UNE CONVERSATION AVEC TOBIAS JORDI,  
DU LABORATOIRE DU BOIS DE THALHEIM PRÈS DE WINTERTHUR.  
ENREGISTRÉ PAR ULRIKE MINKNER.

## Quelle est l'importance de la forêt aujourd'hui ?

La forêt a perdu de son importance, non seulement globalement, mais aussi pour l'agriculture. Le rôle des arbres et de la forêt en tant qu'organisme est considéré comme quelque chose de secondaire, dont le potentiel est beaucoup trop peu connu. La question de la quantité de travail nécessaire s'applique à tous les domaines de l'agriculture - de la viticulture à l'élevage en passant par la gestion des forêts. Cela soulève la question de la forme d'organisation et des canaux de distribution.

## Comment le Laboratoire du Bois est-il organisé ?

Le Laboratoire du Bois est organisé sous forme de coopérative. Nous avons actuellement six employé.e.s; quatre charpentier.ère.s, dont un est en déplacement, un employé de bureau et un charpentier en formation. Notre domaine d'activité est le travail du bois et en particulier la construction de roulottes. Nous travaillons souvent en collaboration avec nos clients - cela signifie que nous déterminons les travaux à faire, ceux que nous réalisons conjointement et ceux que nous réalisons nous-mêmes. Cette coopération a l'avantage de rendre la relation et l'échange plus directs, de créer une relation avec le produit et donc de réduire les coûts. Nous travaillons selon les principes de la biologie du bâtiment et nous obtenons notre matière première primaire directement de l'environnement chaque fois que cela est possible. Le bois rond - par exemple le frêne pour les arches et les éléments de construction, qui ont des exigences de qualité particulières, nous l'achetons directement aux entreprises forestières et le faisons couper à la scierie. Le bois scié, nous l'achetons directement aux scieries.

## Comment évaluez-vous la situation sur le marché du bois ?

Ces dernières années, et plus particulièrement ces deux dernières années, la situation est devenue de plus en plus problématique. La Suisse a une demande annuelle de bois (bois de chauffage, papier, bois de construction, meubles, etc.) d'environ 11 millions de m<sup>3</sup>. Moins de la moitié de ce bois provient de Suisse, bien que nous ayons suffisamment de forêts pour couvrir nos besoins. La situation des entreprises de transformation du bois est comparable à celle de l'agriculture. De nombreuses exploitations agricoles, principalement de petites scieries, ferment. D'autres optent pour un degré élevé de mécanisation, ce qui les rend plus dépendants de leurs bailleurs de fonds. Le principal problème est l'importation de produits semi-finis fabriqués industriellement, c'est-à-dire de planches ou de bois collé et de marchandises bon marché, et la faible demande de bois domestique. Les planches d'épicéa à trois couches, par exemple, proviennent au mieux d'Allemagne ou d'Autriche, mais souvent aussi d'Europe de l'Est, où la sylviculture est tout sauf durable. Ici, comme c'est souvent le cas, ce n'est qu'une question de prix. Les produits sont de plus en plus fabriqués industriellement, par exemple des éléments de bâtiments aux meubles et produits en bois (= manches d'outils, ustensiles de cuisine, jouets, etc.) Le bois d'épicéa bostryché est exporté en Chine à des prix défiant toute concurrence. Normalement, le prix du bois rond pour l'épicéa est d'environ 110 CHF par m<sup>3</sup> de bois massif, alors qu'il est à peine d'un tiers pour le bois d'exportation. Les coûts principaux, c'est-à-dire les coûts de gestion des forêts, de récolte du bois et de commercialisation, sont loin d'être couverts.

## Comment se porte la forêt ?

Avant l'arrivée des combustibles fossiles, la forêt était essentielle à la survie et faisait partie intégrante de toute exploitation agricole. La situation a changé de manière spectaculaire. Environ 80% de la consommation mondiale d'énergie est couverte par les combustibles fossiles que sont le charbon, le pétrole et le gaz. Le chauffage n'est que partiellement réalisé au bois, en Suisse, il est actuellement d'environ 10%.

L'utilisation de la forêt est relativement bien réglementée par la Loi sur les forêts, notamment par l'interdiction de la coupe à blanc. Ces dernières années, cependant, la gestion des forêts a été fortement mécanisée, y compris l'abattage pendant les mois d'été. En conséquence, le sol est beaucoup plus fortement pollué et la forêt et la qualité du bois en souffrent. L'épicéa, l'espèce d'arbre la plus commune, qui n'est pas originaire du côté nord des Alpes et des plaines, est une plante à racines plates et est affectée par la chaleur et la sécheresse. Les épicéas et les hêtres tombent surtout dans les plaines et dans les endroits secs, ils représentent plus de 50% des arbres! Cela peut être considéré comme une catastrophe, mais aussi comme une opportunité. De nombreuses forêts sont cultivées en tant que forêts permanentes avec différentes espèces d'arbres d'âges différents. Le changement climatique impose de grandes exigences à la forêt et à l'utilisation du bois - la proportion de bois à feuilles caduques augmente et la forêt doit devenir plus diversifiée et plus proche de la nature, ce qui la rend beaucoup plus résistante et adaptable que les plantations d'arbres.

## Dans quelle mesure les certificats peuvent-ils protéger les forêts ?

Les certificats (FSC, PEFC) sont utiles et ont des effets positifs sur la gestion des forêts. Une grande partie des forêts locales répondent à ces exigences. Néanmoins, il y a encore des points de critique: il y a plusieurs cas où du bois abattu illégalement en Russie, en Roumanie, en Amazonie, etc. a été vendu sous le label FSC. On ne peut faire confiance aux labels que dans une mesure limitée. Une raison supplémentaire d'acheter le bois aussi régionalement et directement de la forêt que possible.

## Que se passe-t-il à quel endroit ?

L'infestation par le bostryche est le résultat de l'industrialisation, lorsque les entreprises de transformation du bois extrayaient principalement l'épicéa. En raison de la mort des épicéas, beaucoup de bois est produit, mais il doit aussi être travaillé et utilisé ici! Les éventuels excédents peuvent être coupés et stockés et, après séchage, peuvent être utilisés localement si possible et organisés au niveau communautaire. Les paysan.ne.s devraient l'utiliser pour leurs propres besoins ou pour la vente directe, par exemple. La forêt pousse si les pâturages ne sont pas entretenus. Comment voulons-nous traiter la forêt et les terres cultivées à l'avenir? La gestion holistique des forêts et des terres devrait être de plus en plus pratiquée, au-delà de la simple efficacité économique, car elle est la base de la vie, de l'habitat et une partie importante de notre culture. De nombreux réservoirs d'eau potable sont situés dans la forêt. C'est un habitat pour les insectes, les champignons et bien d'autres choses encore. La forêt est d'une grande importance pour la biodiversité, mais aussi en tant que zone de loisirs. •

## PLUS D'INFORMATIONS

sur le laboratoire du bois: [www.holzlabor.org](http://www.holzlabor.org)

Annuaire "Forêt et bois 2019", publié par l'Office fédéral de l'environnement, disponible en format PDF à l'adresse [www.bafu.admin.ch](http://www.bafu.admin.ch)

# POUR UNE AGRICULTURE SOLIDAIRE RÉSISTANCE AU PLAT DU JOUR

LA PLATEFORME POUR UNE AGRICULTURE SOCIALEMENT DURABLE  
ET LES CO-ORGANISATIONS

Les 7 et 8 février, c'est en souvenir des émeutes racistes contre des ouvrier.e.s agricoles marocain.e.s de février 2000 à El Ejido qu'ont eu lieu, au centre culturel Progr à Berne, les "Assises pour une agriculture solidaire – Résistance au plat du jour". Plus de deux cent personnes y ont participé, parmi elles des représentant.e.s des ouvrier.e.s agricoles d'Andalousie, d'Italie du sud, de France et d'Autriche ainsi que des paysan.ne.s, des activistes des mouvements féministes et climatiques, des consommatrices/teurs critiques et de nombreux jeunes impliqués dans des projets d'agriculture solidaire. En cinq groupes de travail, les participant.e.s se sont confrontés aux différents aspects de la production alimentaire et ont échangé sur les moyens pour parvenir à plus de justice dans la filière alimentaire. Les participant.e.s ont constaté que les conditions sociales dans l'agriculture sont caractérisées par une grande précarité pour des ouvrier.e.s agricoles ainsi que pour de nombreux paysans et paysannes à l'étranger comme en Suisse. De nombreuses interventions ont démontré la nécessité d'un changement radical, social et écologique de la politique agricole.

D'une part, il s'agit d'améliorer sensiblement les conditions de vie et de travail des ouvrier.e.s agricoles – souvent migrant.e.s. Les grands écarts entre les différents contrats-types cantonaux agricoles ne sont plus acceptables. Par ailleurs, il faut accorder de suite aux paysannes qui sont souvent exposées à un cumul de charges les mêmes droits sociaux et économiques qu'aux paysans. En tant que "femmes de chefs d'exploitation", 30'000 d'entre elles effectuent des travaux ménagers et de soins non rémunérés et sans assurances sociales. La couverture sociale des épouses d'agriculteurs devrait être une condition préalable à l'octroi de paiements directs. Des pressions doivent être exercées en particulier sur les grands distributeurs. Ils ont une grande responsabilité par rapport à la misère sociale dans l'agriculture en Suisse et à l'étranger. Les supermarchés tels que Coop et Migros font pression sur les prix agricoles tout en augmentant leurs propres marges. Coop et Migros ont les marges les plus élevées en comparaison avec d'autres grands distributeurs en Europe. Sous la pression des prix, trois exploitations agricoles continuent de disparaître chaque jour en Suisse, et de nombreuses petites exploitations sont menacées dans leur existence.

Les projets d'agriculture solidaire qui font le lien entre consommatrices/teurs et productrices/teurs constituent une alternative dynamique à l'agriculture industrialisée. Ils sont un laboratoire important pour une autre économie et une autre convivialité. La diversité des projets et des visions est une opportunité d'inclure autant de personnes différentes que possible. À l'avenir, il sera important d'améliorer la mise en réseau des projets et d'intensifier les échanges avec les exploitations conventionnelles. La solidarité transfrontalière s'appuyant sur des formes alternatives de production et de distribution peut d'autre part contribuer à créer de dignes places de travail. • [www.agrisodu.ch](http://www.agrisodu.ch)



# APERÇU DU MST - UN RÊCIT DE VOYAGE

BETTY WIENFORTH  
MARAÎCHÈRE AUX JARDINS DE COCAGNE



Dans le cadre d'un échange entre Uniterre et le mouvement brésilien des sans-terre "Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra" (MST), j'ai passé trois semaines dans les États brésiliens de Sao Paulo et de Santa Catarina à la fin de 2019. Pour mieux connaître le MST dans les domaines de l'organisation, de la production et de la commercialisation, il était nécessaire de comprendre l'orientation politique et l'histoire du mouvement des sans-terre.

**UN MOUVEMENT DE PETITS AGRICULTEURS COMPTANT 1,5 MILLION DE MEMBRES<sup>1</sup>.** Depuis une trentaine d'années, le mouvement social se bat pour la terre, les changements sociaux et la réforme agricole. Dans le contexte brésilien, où 46% des terres utilisables appartiennent à 1% des propriétaires terriens et où l'industrie agricole repose principalement sur l'exportation de soja, de maïs, de canne à sucre et de bétail, sans aucune considération pour la population ou les ressources naturelles, le MST représente une opposition importante. Avec environ 1,5 million de membres, l'influence du MST est évidente bien au-delà des questions de droits fonciers.

J'ai pu constater dès le début de mon voyage, lors de ma visite au camp "Marielle vive", à quel point le MST peut changer la vie des personnes qui y participent. Ceux qui décident d'aller au MST prennent part à une occupation (non violente) de la terre et s'installent dans le camp de tentes pour organiser leur nouvelle vie ensemble et enfin et surtout pour cultiver leur propre parcelle de terre.

**LA DIVERSITÉ EST PRATIQUÉE ICI.** Actuellement, environ 130 000 familles vivent dans ces camps et 380 000 autres familles dans des colonies (occupations de terres légalisées). Au cours de mes nombreuses rencontres, j'ai fait la connaissance de personnes très différentes, comme des personnes d'origine européenne ou africaine, des chrétiens, des homosexuels, des assumés ou même des marxistes et bien sûr des personnes qui ne peuvent pas être classées dans un seul groupe. Cette énorme diversité n'est peut-être pas surprenante, puisque la société brésilienne est tout aussi diverse. Ce qui est remarquable, cependant, c'est avec quelle évidence et avec quel respect pour chaque individu, les gens du MST essaient de vivre ensemble et de s'organiser de façon démocratique à la base. Le désir d'une vie meilleure et autodéterminée et le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière semblent être les éléments fédérateurs ici. Le moyen de réalisation concret est la production agricole sur leurs propres terres.

## DIFFÉRENTES FORMES DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION

Les formes de production et de commercialisation des membres du MST sont aussi différentes que les personnes qui y travaillent. Au cours de mon voyage, j'ai pu visiter di-

verses entreprises agricoles. D'une très grande coopérative laitière à un petit collectif de culture de légumes en passant par une simple entreprise familiale, tout était là. En tant que formes de production innovantes, j'ai appris davantage sur l'agroforesterie et l'agroécologie. Les formes de commercialisation que j'ai pu connaître allaient de l'agriculture solidaire aux négociations avec les chaînes de supermarchés, en passant par la commercialisation et le programme de cantine scolaire brésilien. Préoccupé par la diminution des marchés de vente (en particulier ceux de l'État), le MST tente actuellement de créer ses propres boutiques, qui doivent servir à la fois de points de rencontre marketing et socioculturels. En outre, les possibilités d'exportation de certains produits sélectionnés sont également envisagées.

La situation politique actuelle au Brésil et le renforcement des grands propriétaires terriens et de l'agro-industrie qui en résulte inquiètent beaucoup les gens du MST. Préoccupation pour leur existence économique, leur liberté personnelle et la poursuite du mouvement.

## 17 AVRIL, JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES

N'oublions pas l'occasion malheureusement très triste qui a amené la "Via Campesina" à proclamer la journée internationale des luttes paysannes. Le 17 avril 1996, dans l'État du Parà, 19 membres du MST ont été assassinés par la police militaire brésilienne dans le cadre de leur lutte pour le droit à la terre.

Les programmes d'échange, comme celui auquel j'ai participé, les formes d'action et d'organisation internationales communes dans la lutte pour la souveraineté alimentaire, ainsi que la connaissance et la compréhension mutuelles des différentes situations dans les différents pays et contextes, sont et resteront la base d'une lutte réussie contre le libre-échange effréné et l'agrobusiness mondial. •

### SOURCE DES CHIFFRES:

Actions pour le changement - Portefeuille; 24.3.2020  
www.mstbrasilien.de, 24.3.2020

## LE LAIT ÉQUITABLE: UN LAIT QUI CARTONNE !

BERTHE DARRAS  
SECÉTAIRE D'UNITERRE



Depuis son lancement le 23 septembre 2019, le lait équitable rencontre un énorme succès: plus de 400 000 litres de lait ont été vendus en 6 mois (comportant l'équivalent des fromages vendus). Les ventes de lait équitable dépassent toutes nos attentes.

**DE PLUS EN PLUS DE POINTS DE VENTES.** Suite au lancement chez Manor, très rapidement, des épiceries locales se sont manifestées pour prendre le lait équitable. Aujourd'hui, c'est plus de 150 d'entre elles qui vendent le lait équitable. La restauration collective en est également friande: CHUV, crèches, homes, restaurants d'entreprise, etc. Le lait se trouve aussi depuis peu chez Eldora, Novae et Aligro. Il sera prochainement disponible sur farmy.ch, le label bleu, le shop.ch et d'autres que nous ne pouvons encore dévoiler ici.

**DES PRODUITS QUI SE DÉVELOPPENT.** Après la brique de lait entier et les 5 fromages à pâtes molles Grand Pré, le lait demi-écrémé (1,5% MG) a rejoint la famille du lait équitable mi-mars, suite à une forte demande des consommateurs. Parmi les fromages, vous pourrez bientôt trouver le Petit Boisé de Grand Pré et la fondue moitié/moitié de la fromagerie du Vacherin Fribourgeois. D'autres produits sont en cours de développement; ils vous seront dévoilés en temps voulu.

## DES COOPÉRATEUR·TRICE·S SUR TOUTE LA SUISSE !

Nous avons accueilli 25 nouveaux coopérateurs début janvier 2020, ce qui monte le nombre à 39 coopérateur·trice·s. Désormais, nous avons des coopérateur·trice·s dans les cantons de VD, FR, JUBE, JU, NE, VS, BE, BL, ZU, LU, SG et TI. Les adhésions se font chaque début d'année. Nous avons pour le moment un bon nombre de personnes sur liste d'attente pour les années à venir. Nous espérons pouvoir prendre le plus possible de producteur·trice·s, tout dépendra des ventes de lait sur 2020.

## UN DÉVELOPPEMENT TIMIDE SUR LA SUISSE ALÉMANIQUE ET LE TESSIN.

Pour l'instant, le lait équitable cartonne sur la Suisse romande mais son développement reste timide en Suisse alémanique et au Tessin. Avec l'arrivée de nouveaux coopérateurs Suisse allemand et Tessinois, et des négociations en bonne voie chez certains distributeurs principalement présents en Suisse alémanique, nous avons bon espoir de conquérir aussi ces parties de la Suisse!

**DES CONSOMMATEUR·TRICE·S QUI NOUS SOUTIENNENT.** Nous avons reçu un nombre impressionnant de messages de soutien de consommateur·trice·s. Alors quand la Coop et la Migros nous disent que les citoyens ne sont pas prêts à payer plus, ce n'est pas complètement vrai! Un très grand merci pour votre soutien! Ce projet redonne de l'espoir et l'envie de continuer la production laitière. •

## POUR PLUS D'INFORMATIONS

rdv sur [www.faireswiss.ch](http://www.faireswiss.ch)  
Vous pouvez retrouver tous les points de vente au lien suivant:

<https://www.faireswiss.ch/fr/points-vente>

## DÉMARRAGE RÉUSSI MALGRÉ UN CERTAIN RETARD

Près d'un mois après le début du délai référendaire, le viticulteur biologique Willy Cretegnny et Uniterre lancent officiellement le 27 janvier 2020 le référendum contre l'accord économique de l'AELE avec l'Indonésie, qui a été ratifié par le Parlement le 20 décembre 2019. Nous critiquons le manque de contrôles et de sanctions, la concurrence déloyale de l'huile de palme bon marché et destructrice pour l'environnement et la politique de libre-échange du Conseil fédéral dans son ensemble. Une large alliance partage désormais cette préoccupation. La collecte de signatures a très bien fonctionné et, à la fin du mois de mars, nous avons déjà réussi à obtenir les signatures nécessaires de 50'000 personnes, et ce bien que le référendum et la collecte de signatures aient été fortement ralentis par la crise du Covid-19. Le statu quo durera jusqu'au 31 mai 2020, date à laquelle nous pourrions probablement obtenir la validation nécessaire auprès des communes. Des remerciements particuliers vont à Willy Cretegnny pour son courage à se battre presque seul pour le référendum, à Rudi Berli pour son ingéniosité et sa cohérence, à Michelle Reichelt de la grève du climat, à Grassrooted, à Amanda Ioset du SOSF, à Pablo Diserens et à Manuel Rast pour leur soutien à la campagne web et aux médias sociaux, et aux nombreux.ses assistant.e.s, récolteur.trice.s et sympathisant.e.s. N'oubliez pas de soutenir le référendum par un don sur le compte IBAN : CH51 8080 8001 7187 4383 5, A l'attention d'Uniterre, Av. du Grammont 9, Lausanne - notez Stop Huile de palme. [www.stop-huile-de-palme.ch](http://www.stop-huile-de-palme.ch)

## POMME DE DISCORDE AVRIL 2020: SORTIE DU FILM DE DANIEL KÜNZI

Après avoir accompli la moitié du tour du monde, des milliers de tonnes de pommes chiliennes sont mangées en Suisse. Elles sont cultivées par des temporaires qui se définissent comme les esclaves du XXIème siècle, arrosées aux pesticides produits notamment en Suisse, mais interdits dans notre pays. Les enfants sont les principales victimes de ces toxiques. Un secret bien gardé: Syngenta, Migros et COOP ont refusé de s'exprimer sur ce business "face caméra"! Pourquoi?

Une alternative existe, Dans le canton de Neuchâtel une coopérative La Borcarderie plante des pommiers avec des enfants! Sortie le 22 avril au cinéma Bio de Carouge.

[www.danielkunzi.ch](http://www.danielkunzi.ch)



## PRIME À LA TRANSFORMATION FROMAGÈRE

Lors de sa réunion à Yverdon-les-Bains le 20 février 2020, la Commission Lait a confirmé la ligne d'Uniterre et entend soutenir le versement direct de la prime à la transformation fromagère aux producteur.trice.s de lait. Uniterre a fait connaître au public cette arnaque à un million grâce aux recherches d'Andreas Volkart, qui s'y consacre depuis de nombreuses années, et a fait une avancée au Parlement par l'intermédiaire du conseiller national Fabian Molina. Au cours du litige, l'OFAG a cédé et entend verser la prime de fabrication de 10.5 centimes/kg et la prime de non-ensilage de 3 centimes directement à partir du début de l'année 2021. La Commission Lait critique également sévèrement la politique de l'OFAG et des organisations laitières: "Le prix du lait d'industrie a fortement baissé, pour atteindre environ 57 centimes/kg, tandis que le lait B est tombé à un prix moyen de 40 centimes/kg. Après déduction de la prime à la fabrication du fromage, les transformateurs ne paient plus qu'un prix compris entre 25 et 30 centimes/kg! Cela explique pourquoi des centaines de tonnes de fromage sont vendues à l'étranger à moins de 3 frs/kg. L'Union suisse des paysans se félicite jusqu'à présent du versement direct. Les Producteurs suisses de lait (PSL) et l'association Fromarte sont opposés à un changement de système et craignent une pression accrue sur les prix. •

## AGRICULTURE DU FUTUR

Le samedi 22 février 2020 à Berne, une manifestation forte et colorée a appelé de ses vœux une politique agricole et alimentaire écologique et socialement juste. Plus de 4'500 personnes y ont participé, dont de nombreux paysan.ne.s et sympathisant.e.s d'Uniterre. Lors de la conférence de presse qui a précédé l'événement, Ursula Töndury, de Solawi Radiesli à Worb (BE), a représenté Uniterre et exigé: "Des prix équitables, des contrats d'achat à long terme avec des quantités et des prix contraignants garantissent des investissements durables, notamment en termes d'écologie et de bien-être animal. Pour nous, une agriculture d'avenir signifie que les personnes travaillant dans l'agriculture, le commerce alimentaire, la restauration et la transformation trouvent un moyen de subsistance digne". Avec l'initiative "Agriculture du futur", un nouvel acteur et une alliance désormais large ont vu le jour en peu de temps. Nous nous réjouissons de l'avenir. •

[www.agriculturedefutur.ch](http://www.agriculturedefutur.ch)

# LE COURRIER

**Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant**

**Essai Web 2 mois: CHF 19.-**

[www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

## LA FERME DE CERNEVILLERS CHERCHE DU MONDE

La ferme de Cernévillers cherche personne/couple/famille pour travailler à la ferme à partir de l'été 2020. Expérience/intérêt dans l'agriculture, transformation à la ferme, fonctionnement en communauté.

[www.cernevillers.ch](http://www.cernevillers.ch)

Contact: 032 952 19 19, [ferme@cernevillers.ch](mailto:ferme@cernevillers.ch)

## AGENDA

### LA SEMAINE DU GOÛT

du 17 au 27 septembre 2020  
[www.gout.ch](http://www.gout.ch)



## LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membre et engagez-vous dans le travail des sections!

**Neuchâtel** Philippe Reichenbach 079 640 89 63

**Genève** Ruedi Berli 078 707 78 83

**Fribourg** Laurent Curty 079 508 86 35

**Vaud** André Muller 021 652 75 50

**Jura** 021 601 74 67

**Chablais** Pierre Moreillon 024 499 21 17

**Deutschschweiz** Mathias Stalder 076 409 72 06

## IMPRESSUM

### Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,  
021 601 74 67 [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

### Responsables du journal

Ulrike Minkner, [u.minkner@uniterre.ch](mailto:u.minkner@uniterre.ch)  
Michelle Zufferey, [m.zufferey@uniterre.ch](mailto:m.zufferey@uniterre.ch)

### Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, 079 365 76 10, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)

### Traductions

Stefanie Schenk  
Bureau

### Photographies/ Illustrations

Ulrike Minkner	1
Eric Roset	2
Pascale Amez	4/5
Céline Arnold	4/5
Monika Gerlach	4/5
Raphael Zürcher	6
Betty Wienforth	7

### Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs  
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26  
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.